

Initiative pour la responsabilité environnementale :

Argumentaire

Résumé de l'initiative, enjeux et conséquences

Contenu de l'initiative en bref

L'initiative sur la responsabilité environnementale vise à imposer des réglementations strictes pour réduire l'impact environnemental de l'agriculture et des industries, en introduisant des seuils planétaires comme cadre de référence. Elle implique des changements radicaux et rapides des modes de production et de consommation, en demandant aux entreprises et aux citoyens de respecter des limites environnementales strictes pour protéger la biodiversité, réduire les émissions de CO₂, et préserver les ressources naturelles.

Au plus tard dix ans après l'acceptation de l'initiative, l'impact environnemental découlant de la consommation en Suisse ne dépasse plus les limites planétaires, rapportées à la population de la Suisse, ceci tout en s'assurant de son acceptabilité sociale, en Suisse et à l'étranger.

Enjeux pour l'agriculture et les autres secteurs

Pour l'agriculture, cela entraînerait une réduction de la productivité en raison de normes environnementales plus strictes, une augmentation des coûts de production, et une baisse de la compétitivité internationale. Les exploitations seraient gravement affectées par l'incapacité de rentabiliser leurs investissements à long terme. L'industrie ferait également face à des coûts accrus, des restrictions sur les processus de production, et potentiellement des délocalisations, augmentant ainsi le risque de pertes d'emplois et de perte de compétitivité internationale.

Enjeux pour l'économie et la société

Pour l'économie, les nouvelles normes créeraient une surcharge du système douanier et des conflits avec les accords commerciaux internationaux, notamment avec l'OMC et l'UE, en raison de la nécessité d'aligner les réglementations locales avec les exigences globales. Pour la société, l'initiative se traduirait par une augmentation des prix des biens de consommation, une réduction du pouvoir d'achat, et une polarisation accrue entre ceux qui pourraient se permettre des produits locaux et ceux dépendants des importations moins chères.

Répercussions internationales

Sur le plan international, une telle politique mettrait en péril la compétitivité des exportations en augmentant les coûts de production locaux par rapport à ceux des pays qui n'ont pas adopté de réglementations similaires. Cela conduirait à une dépendance accrue aux importations pour répondre aux besoins alimentaires et manufacturiers, tout en risquant d'intensifier les tensions commerciales avec les partenaires économiques.

Contradiction entre acceptabilité sociale et transformation rapide

L'initiative met en lumière une contradiction majeure : pour être efficace, elle nécessite des transformations rapides et radicales des modes de vie et de production, ce qui risque de ne pas être socialement acceptable. Les consommateurs devront s'adapter à des hausses de prix, à une mobilité réduite, et à des changements dans leur alimentation et leur consommation, ce qui sera une source de mécontentement social.

Complexité technique de l'introduction de seuils planétaires

La mise en place de seuils planétaires au niveau national et international présente des défis techniques importants. Elle demande une infrastructure de collecte et d'analyse de données extrêmement avancée, une normalisation rigoureuse et une coordination mondiale, afin de garantir que les seuils soient scientifiquement validés, mesurables et pertinents. La diversité des écosystèmes et des pratiques économiques à travers le monde rend la standardisation et le suivi des limites encore plus complexes.

Dispersion des efforts et initiatives existantes

Un autre enjeu majeur est la dispersion des efforts. La Suisse a déjà défini de nombreux objectifs ambitieux en matière de protection de l'environnement, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de gestion des cycles de l'azote et du phosphore, et de préservation de la biodiversité. L'ajout de nouvelles régulations risque de dupliquer les efforts et de diluer l'efficacité des initiatives en cours, ce qui créerait une confusion réglementaire et des inefficacités dans la mise en œuvre des politiques.

Conclusion

L'initiative aborde des enjeux cruciaux pour l'avenir de notre environnement et de nos modes de vie. Il est essentiel d'augmenter la durabilité de nos pratiques agricoles et industrielles. Cependant, la démarche proposée soulève des questions importantes. La focalisation sur l'aspect environnemental de la durabilité, tout en négligeant sa dimension économique engendrerait un déséquilibre qui pourrait s'avérer des plus délétères.

La mise en œuvre de cette initiative présente des défis considérables en termes de faisabilité technique, d'impact économique, d'acceptabilité sociale et de gestion des efforts déjà en place. La complexité d'introduire des seuils planétaires, la nécessité d'une transformation rapide des modes de vie, et la dispersion des objectifs existants pourraient compromettre l'efficacité des actions entreprises et susciter des résistances au sein de la population. Les efforts doivent se concentrer sur tous les aspects de la durabilité, plutôt que sur le reporting, le contrôle, et le développement de nouveaux outils de mesure.

Table des matières

Résumé de l'initiative, enjeux et conséquences	1
1. Contexte et processus.....	3
2. Limites planétaires et empreinte écologique	3
2.1. Définitions	3
2.2. Situation actuelle	3
3. Faisabilité technique	Erreur ! Signet non défini.
4. Enjeux pour l'agriculture	5
5. Enjeux pour les autres secteurs	7
5.1. Economie	7
5.2. Société.....	9

1. Contexte et processus

Lancée par les Jeunes Vert-e-s Suisse et soutenue par les VERTE-S suisses, le PS, la JS, Greenpeace, acti-traffic, Sentience Politics, HabitatDurable, l'Association des petits paysans et 80 scientifiques en 2021, [l'initiative](#) a été déposée en février 2023. L'initiative est présentée sous la forme d'un projet rédigé.

Le Conseil fédéral propose de rejeter l'initiative et n'a pas opposé de contre-projet.

Le Conseil des Etats a refusé l'initiative par 34 voix contre 9 et 1 abstention.

Le Conseil National lui a ensuite également réservé un net refus par 129 voix contre 60 et 2 absentions.

La votation populaire aura lieu le 9 février 2025.

2. Limites planétaires et empreinte écologique

2.1. Définitions

Les limites planétaires et l'empreinte écologique sont deux concepts qui visent à évaluer l'impact humain sur la planète.

Les **limites planétaires** sont un concept développé par des chercheurs du Stockholm Resilience Centre en 2009 pour définir les seuils écologiques au-delà desquels la stabilité et la résilience de la Terre pourraient être compromises. Il s'agit de neuf processus essentiels qui régulent l'équilibre de notre planète. Pour chaque limite, un indicateur et une valeur seuil sont estimés en quantité émise ou extraite de l'environnement. Le concept propose que si l'humanité dépasse ces seuils, cela pourrait entraîner des changements environnementaux irréversibles.

L'initiative propose de mesurer les impacts sur les différents seuils par pays (ici la Suisse) et de le rapporter à la population. Les seuils concernés sont notamment les suivants :

- Changement climatique
- Perte de la diversité biologique
- Consommation d'eau
- Utilisation du sol
- Apports d'azote et de phosphore

L'empreinte écologique ou environnementale est une mesure de la pression exercée par l'humanité sur les ressources naturelles. Elle évalue la surface terrestre nécessaire pour produire les ressources consommées par une population (comme la nourriture, l'eau, l'énergie) et pour absorber les déchets générés (comme le CO₂). L'empreinte écologique est souvent exprimée en hectares globaux (gha) par personne ou par pays. Elle attribue à la Suisse les atteintes environnementales causées par sa demande finale dans le monde entier.

2.2. Situation actuelle

En Suisse en 2022, la consommation suisse par personne est 2,5 fois plus grande que les prestations et ressources environnementales globales disponibles par personne (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/developpement-durable/autres-indicateurs-developpement-durable/empreinte-ecologique.html>).

La majorité de l'impact est généré à l'étranger, principalement dans les secteurs du logement et de l'alimentation (voir figure ci-dessous tirée de Empreintes environnementales de la Suisse : Évolution de 2000 à 2018, Zurich, 2022, Résumé de l'étude sur mandat de l'OFEV)

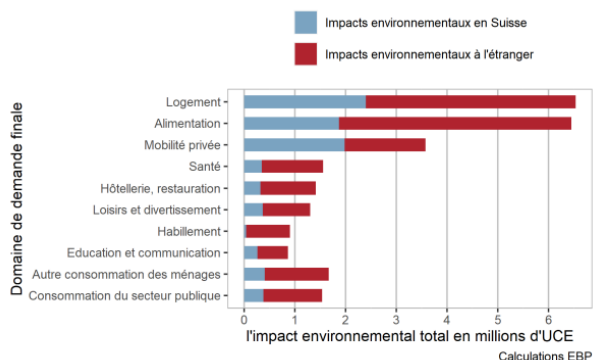


Figure 2 Empreinte environnementale totale par personne et par domaine de demande finale, 2018

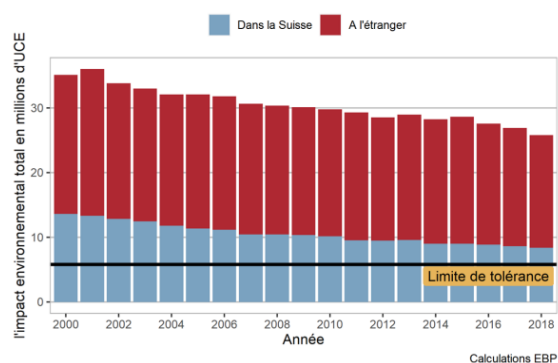


Figure 1 Evolution de l'empreinte environnementale totale par personne en Suisse et à l'étranger, 2000 - 2018

Les seuils des limites planétaires ont été fixés à l'échelle mondiale, mais leur application au niveau national reste à développer. La Suisse, comme d'autres pays, peut s'inspirer de ces limites pour définir ses propres objectifs de durabilité et de protection de l'environnement, mais cela nécessite des efforts continus et des données précises pour évaluer les impacts et les progrès réalisés. Actuellement, d'autres indicateurs sont utilisés pour fixer les objectifs.

Changements climatiques : La Suisse a observé une augmentation significative des températures, avec des impacts tels que la fonte des glaciers et des événements climatiques extrêmes. Le pays a engagé des politiques pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, visant une réduction de 50% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

→ Stratégie climat à long terme et stratégie climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050.

Biodiversité : La perte de biodiversité est une préoccupation majeure, avec de nombreuses espèces animales et végétales menacées. La Suisse a mis en place des réseaux d'aires protégées et des initiatives de conservation, mais la pression sur les écosystèmes reste élevée.

→ Stratégie biodiversité

Consommation de l'eau : La gestion des ressources en eau en Suisse est généralement bonne, mais la surexploitation de certaines ressources locales, couplée à des périodes de sécheresse, pose des défis.

→ Grundlagen für die Wasserversorgung 2025.

Utilisation des terres : L'utilisation des terres est un défi majeur en Suisse, étant donné sa forte densité de population sur un territoire restreint. La préservation d'une quantité suffisante des terres agricoles et forestières de bonne qualité est essentielle pour garantir une production indigène. La politique d'aménagement du territoire actuelle vise à éviter le mitage du territoire, protéger les terres agricoles et encourager le développement durable des zones urbaines et rurales.

→ Stratégie sol

Cycle de l'azote et du phosphore : L'utilisation d'engrais et les pratiques agricoles en Suisse ont des impacts sur la qualité de l'eau et la biodiversité. Des efforts sont en cours pour promouvoir des pratiques agricoles durables et réduire la pollution par les nutriments.

→ Trajectoire de réduction des pertes d'azote et de phosphore.

Nos importations ont également un impact à l'étranger, où les ressources sont souvent plus sollicitées et les réglementations moins strictes qu'en Suisse. Cela crée un conflit d'intérêts majeur : les mesures visant à améliorer la durabilité de la production alimentaire en Suisse tendent à réduire la production locale, ce

qui entraîne une augmentation des importations, souvent plus impactantes sur l'environnement. En résumé, sans une évolution de la demande des consommateurs, une baisse de la production en Suisse risque d'accentuer les impacts environnementaux négatifs à l'échelle mondiale.

3. Défis et complexité des indicateurs environnementaux

La surveillance des limites planétaires repose sur la collecte massive de données environnementales, ce qui nécessite des systèmes de mesure fiables et standardisés à travers le monde. Toutefois, certaines limites, comme la biodiversité, sont plus difficiles à mesurer de manière standardisée à grande échelle. La collecte de données pour ces indicateurs reste techniquement complexe et souvent incomplète.

Les seuils doivent être définis et validés pour garantir que les indicateurs reflètent précisément l'état de la planète, mais les connaissances ne cessent d'évoluer et les seuils vont évoluer constamment, rendant les objectifs peu précis et changeants. Il existe encore des incertitudes et des débats autour de certains seuils (comme pour la perte de biodiversité), ce qui complique l'adoption universelle de ces indicateurs par les gouvernements et les entreprises.

De nombreux outils logiciels existent déjà pour calculer l'empreinte environnementale, basés sur des méthodologies scientifiques reconnues (comme le Bilan Carbone pour l'empreinte carbone ou le Water Footprint Network pour l'empreinte hydrique). Plusieurs indicateurs globaux sont utilisés à l'échelle internationale, chacun ayant ses spécificités et son champ d'application. La collecte des données, le suivi et la mise à jour dans chacun des indicateurs d'intérêt est une tâche colossale. Les données doivent être normalisées pour être comparables à l'échelle internationale, mais il existe souvent des variations dans la méthodologie et la qualité des données selon les régions et les pays.

4. Enjeux pour l'agriculture

Durcissement des normes environnementales :

- L'introduction de réglementations plus strictes pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et engrais (synthétiques et de ferme) et limiter les émissions de gaz à effet de serre va contraindre les agriculteurs à adopter des pratiques d'un autre temps, réduisant massivement leur production et ainsi leur revenu.
- Des exigences accrues en matière de gestion de l'eau, de préservation de la biodiversité, et de maintien de la qualité des sols pourraient restreindre certaines méthodes agricoles traditionnelles, rendant difficile l'optimisation de la production.
- La charge administrative augmenterait massivement, tant pour les agricultrices et agriculteurs que pour l'administration privée, cantonale ou fédérale.

Augmentation des coûts de production

- Parallèlement à la réduction des rendements, l'augmentation des coûts de production en lien avec la mise en conformité avec les nouvelles normes environnementales pèsent encore le bilan financier des exploitations. Des investissements en technologies vertes (ex. : systèmes de gestion de l'eau, équipements de réduction des émissions, tracteurs électriques) et des changements dans les pratiques agricoles, augmentant ainsi massivement les coûts de production.
- Des coûts opérationnels supplémentaires s'ajouteront pour la certification des produits, la mise en œuvre de mesures de suivi et de contrôle, et la formation des agriculteurs à des pratiques plus durables, etc.

Rentabilisation des investissements à long terme en péril

- Les investissements à long terme effectués jusqu'à présent ne pourront jamais être rentabilisés. Il faudrait immédiatement réinvestir dans une direction différente, ce qui n'est pas soutenable pour les exploitations. Les machines et les bâtiments devraient être modernisés bien plus rapidement que prévu (soit avant la fin de leur durée d'utilisation habituelle).
- L'incertitude liée aux politiques futures ou aux fluctuations du marché découragerait les agriculteurs d'investir dans des solutions durables, rendant la transition plus difficile.

Abandon de pratiques adaptées au site

- Les nouvelles réglementations pourraient forcer les agriculteurs à adopter des pratiques uniformisées qui ne tiennent pas toujours compte des spécificités locales, des microclimats ou des types de sols.
- Les pratiques adaptées au site, comme l'irrigation particulière dans des zones sèches ou l'utilisation de variétés locales bien adaptées, pourraient être abandonnées si elles ne correspondent pas aux nouvelles normes.
- En abandonnant des méthodes de gestion des cultures spécifiques à un terroir, il y a un risque de perturber l'équilibre écologique local, par exemple en favorisant la propagation de ravageurs ou de maladies auparavant bien contrôlés.

Perte de compétitivité

- Les coûts de production plus élevés, associés à des rendements réduits, rendraient les produits agricoles suisses encore moins compétitifs par rapport aux produits importés de pays où les normes sont moins strictes.
- La réduction de la productivité entraînerait également une augmentation des prix, réduisant encore la compétitivité des produits suisses vis-à-vis des produits étrangers. Cette perte de compétitivité affecterait les agriculteurs qui dépendent des marchés d'exportation, en particulier pour les produits comme le fromage et certains produits de haute qualité.

Réduction de la production indigène et augmentation des importations

- La production indigène ne pouvant être maintenue en raison de restrictions sévères entraînera une dépendance accrue des importations alimentaires.
- L'augmentation des importations entraînerait un « déplacement » de l'impact environnemental, car les produits importés proviendront de pays ayant des normes environnementales moins strictes, ce qui contredirait l'objectif initial de durabilité. La fixation de normes environnementales à l'importation est délicate vis-à-vis des accords commerciaux (voir points suivants).

Conflits avec les accords commerciaux, notamment avec l'OMC et l'UE

- Des normes environnementales plus strictes à l'importation pourraient entrer en conflit avec les accords commerciaux existants, qui exigent souvent des conditions équitables pour le commerce. Les partenaires commerciaux pourraient contester ces normes, considérées comme des obstacles non tarifaires.
- Les accords avec l'UE, qui représente un marché clé pour la Suisse, pourraient être remis en question si les exigences de production suisses sont jugées discriminatoires ou protectionnistes. De nouvelles négociations sur les règles du commerce international, y compris les accords de libre-échange, devraient être engagées.
- Des différends commerciaux pourraient surgir à l'OMC si d'autres pays estiment que les mesures environnementales suisses constituent des barrières commerciales déguisées, compromettant l'accès de leurs produits au marché suisse.

Surcharge du système des droits de douane

- Des réglementations supplémentaires créeraient une pression sur le système des droits de douane, nécessitant une adaptation des politiques tarifaires pour protéger les producteurs locaux tout en respectant les accords commerciaux, ce qui est déjà problématique actuellement.

- Des tarifs douaniers plus élevés pour protéger les produits suisses pourraient être perçus comme protectionnistes par les partenaires commerciaux, risquant de déclencher des mesures de rétorsion.

Sécurité d'approvisionnement menacée

- Une baisse de la production nationale poserait un risque pour la sécurité alimentaire de la Suisse, notamment en période de crise internationale ou de perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.
- Une dépendance accrue aux importations rendrait la Suisse plus vulnérable aux fluctuations des prix internationaux et aux aléas géopolitiques, ce qui aura un impact sur la disponibilité et les coûts des produits alimentaires, mais pas seulement.

Différence entre la demande et la réalité de l'offre

- Les consommateurs suisses peuvent avoir des attentes élevées en matière de produits locaux, de qualité supérieure et respectueux de l'environnement, mais la capacité des agriculteurs à répondre à ces attentes sera limitée par les coûts et les défis associés à la production durable.
- Les produits durables sont également être plus chers, et tous les consommateurs ne seront pas disposés ou capables de payer ces prix plus élevés, créant un décalage entre l'offre et la demande.
- Pour que les nouvelles pratiques agricoles soient acceptées, il est essentiel de sensibiliser le public aux raisons pour lesquelles les prix augmenteront, la qualité diminuera, l'offre sera réduite et de le convaincre de la valeur des produits durables. Un manque de compréhension conduirait à une diminution de la demande pour les produits locaux, aggravant les difficultés économiques des agriculteurs. Sachant qu'une carotte qui n'a pas de bon calibre est rejetée par les consommateurs, la tâche est colossale et les changements de comportement sont des processus très lents.

Le principe de développement durable figure en outre déjà dans les articles constitutionnels consacrés à l'agriculture (art. 104, al. 1, Cst.) et à la sécurité alimentaire (art. 104a Cst.).

5. Enjeux pour les autres secteurs

5.1. Economie

Pour le secteur économique, les conflits sont similaires à ceux pour la production agricole : augmentation des coûts, restrictions et contrôles, menant à une perte de compétitivité et à une délocalisation.

Coûts de mise en conformité

- Les entreprises des secteurs industriels, manufacturiers, et du commerce de détail devront investir pour se conformer aux nouvelles normes environnementales. Cela peut inclure des coûts liés à l'amélioration des procédés de production, à l'adoption de technologies vertes, et au recyclage ou traitement des déchets.
- Les coûts administratifs augmenteraient également en raison des nouvelles exigences en matière de reporting environnemental, de certification et de contrôle qualité, nécessitant souvent l'embauche de spécialistes ou l'achat de services de conseil.

Restrictions sur l'utilisation de certaines matières premières

- Des règles plus strictes sur l'approvisionnement en matières premières affecterait plusieurs secteurs, en particulier ceux dépendants des matériaux à forte empreinte carbone, comme la chimie, le textile, ou l'électronique.

- Les entreprises devront également revoir leurs chaînes d'approvisionnement pour respecter des critères de durabilité plus stricts, ce qui entraînerait des coûts supplémentaires disproportionnés et des défis logistiques.

Contrôles accrus et complexité réglementaire

- Les autorités multiplieraient les inspections et les contrôles pour s'assurer que les entreprises respectent bien les nouvelles réglementations, augmentant ainsi la charge administrative pour les entreprises.
- Les entreprises devront se familiariser avec un cadre réglementaire plus complexe, ce qui ralentirait le développement de nouveaux projets ou produits, en raison des vérifications nécessaires pour obtenir des autorisations.

Perte de compétitivité internationale

- Les entreprises suisses verraient leurs coûts de production augmenter en raison de la nécessité d'utiliser des procédés plus écologiques, des matières premières plus durables et de respecter des normes plus strictes en matière d'émissions. Ces coûts supplémentaires rendraient leurs produits moins compétitifs sur le marché mondial par rapport aux produits de pays aux réglementations moins strictes. La hausse des prix de production rendrait certains produits suisses inaccessibles sur des marchés étrangers où les consommateurs sont sensibles aux prix, diminuant ainsi les exportations.
- La Suisse exportant une grande partie de sa production industrielle, notamment dans les secteurs pharmaceutique, chimique, horloger, et alimentaire, toute perte de compétitivité aurait un impact direct sur ses exportations.
- Les secteurs dépendants des marchés internationaux pourraient être forcés de répercuter leurs coûts supplémentaires sur les clients, ce qui nuirait aux relations commerciales et entraîner une baisse des parts de marché.
- Les nouvelles normes rendront plus difficile la coopération avec des partenaires commerciaux étrangers, notamment pour les entreprises qui importent des matières premières ou des composants. Cela pourrait créer des frictions supplémentaires dans les chaînes d'approvisionnement internationales, déjà fragilisées par des crises récentes (pandémie, conflits géopolitiques).

Délocalisation de l'industrie

- Pour éviter les coûts associés aux nouvelles réglementations suisses, de nombreuses entreprises pourraient choisir de déplacer leur production ou leurs activités vers des pays où les normes environnementales sont moins contraignantes et les coûts de production plus bas.
- La délocalisation se traduirait par une perte d'emplois en Suisse, affectant directement des secteurs tels que l'industrie manufacturière, la chimie, et le textile, et par extension, des sous-secteurs liés comme la logistique, les services de maintenance, et le transport.

Risque de désindustrialisation

- Une fuite de l'industrie affaiblirait le tissu industriel suisse et entraînerait une perte de savoir-faire local, rendant le pays plus dépendant des importations pour certaines technologies et biens de consommation.
- Cela réduirait également les investissements étrangers en Suisse, car la Suisse perdrait de son attractivité. Les entreprises ne viendraient pas s'installer dans un environnement perçu comme trop coûteux et contraignant.

En résumé, ces enjeux montrent que les nouvelles réglementations environnementales auraient un impact majeur sur l'ensemble de l'économie suisse, en particulier en augmentant les coûts de production, en

réduisant la compétitivité des entreprises à l'international, et en favorisant la délocalisation industrielle. Prioriser la durabilité au détriment de la compétitivité économique et la cohésion sociale est un non-sens.

5.2. Société

Hausse des coûts des produits alimentaires et de consommation

- Les nouvelles réglementations entraîneraient directement une augmentation des coûts de production, et ces coûts supplémentaires seraient répercutés sur les consommateurs. Les produits alimentaires locaux, les biens manufacturés, et même les services deviendraient plus chers.
- Cette augmentation des prix se traduirait par une demande accrue d'aides sociales, car les ménages à faible revenu auraient plus de difficultés à accéder aux produits de première nécessité.

Baisse du revenu disponible

- La hausse des prix réduirait le pouvoir d'achat des consommateurs, affectant particulièrement les familles et les ménages à revenu moyen et faible. Le coût de la vie augmenterait, avec une pression sur les budgets alloués aux dépenses alimentaires, aux transports, au logement, et aux loisirs.
- Cette situation entraînerait un recul du niveau de vie global, avec moins de capacité à épargner et à investir pour les ménages.

Déclin de l'emploi dans l'agriculture, l'industrie et les services associés

- Les secteurs traditionnels, comme l'agriculture, la production manufacturière et les industries dépendants des ressources, subiraient des pertes d'emplois massives en raison de la hausse des coûts et de la perte de compétitivité internationale.
- Les petites entreprises locales, qui ne pourraient pas supporter les coûts liés aux nouvelles normes, seraient contraintes de fermer, entraînant une hausse du chômage, notamment dans les zones rurales.

Réduction de la production locale

- Les nouvelles réglementations, en rendant certains produits suisses moins compétitifs, pousseraient à une réduction de la production locale, augmentant la dépendance de la Suisse aux importations pour satisfaire la demande interne.
- Cette dépendance exposerait la société suisse à des risques liés aux fluctuations des prix internationaux, aux crises géopolitiques et aux interruptions de la chaîne d'approvisionnement, mettant en péril la sécurité alimentaire et l'accès aux biens essentiels.

Émergence d'un marché alimentaire à deux vitesses

- La hausse des coûts des produits locaux et durables créerait une polarisation sociale plus marquée : d'un côté, les consommateurs aisés continueraient d'acheter des produits locaux de qualité, et de l'autre, une grande partie de la population se tournerait vers des produits importés et moins chers, souvent de qualité inférieure.
- Ce clivage alimentaire renforcerait les inégalités sociales, avec des disparités accrues dans l'accès à une alimentation saine et de qualité.

Limitation des déplacements en raison des coûts

- Les nouvelles réglementations, en ciblant notamment les émissions de CO2 et la durabilité des transports, augmenteraient le coût des carburants et des véhicules, ce qui limiterait la mobilité des personnes, surtout celles vivant dans des zones rurales ou peu desservies par les transports publics.

- Les coûts de transport plus élevés réduiraient également les possibilités de déplacement pour le travail, les études ou les loisirs, affectant ainsi la qualité de vie et les opportunités économiques pour de nombreux citoyens.

Réduction de l'espace de vie disponible

- La hausse des coûts de construction et de gestion des bâtiments en raison de nouvelles normes environnementales se traduirait par une augmentation des prix de l'immobilier et des loyers, ce qui forcerait de nombreux ménages à se contenter de surfaces habitables plus petites.
- La pression foncière accrue pousserait également à une densification de l'habitat urbain, avec des répercussions sur la qualité de vie, l'accès aux espaces verts et le bien-être général.

Ces impacts soulignent que les réglementations environnementales strictes, tout en cherchant à répondre aux enjeux climatiques et écologiques, entraîneraient inévitablement des changements profonds pour la société, affectant les prix, l'emploi, la consommation et les modes de vie. Il n'est pas réaliste d'exiger une modification si radicale et si rapide du style de vie.